

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4430 - Mardi 20 mars 2018 - Prix : 10 DA

APW de Tizi Ouzou/Le wali à l'adresse des élus

«Vous êtes l'une des causes de la situation dans laquelle se retrouve la région»

Page 4

Election présidentielle russe

Elu haut la main, Poutine conforté face aux Occidentaux

Page 2

Qui a pris l'autre, de Afrine et des Turcs ?

Par Mohamed Habili

Alors que l'armée syrienne et ses alliés pénètrent plus avant dans la Ghouta orientale, qu'elle contrôle maintenant aux deux tiers, les forces turques, précédées des groupes appartenant à l'Armée syrienne libre, qui n'a jamais aussi peu mérité son nom, entrent enfin dans Afrine, que ses défenseurs kurdes ont choisi de désert. Déjà les Turcs se disent prêts à aller chasser du Kurde dans d'autres zones du nord de la Syrie. On se demande si en fait il ne s'agit pas là surtout de faire entendre que Menbaj ne fait plus partie de leurs priorités, qu'ils l'abandonnent à ceux qui l'occupent déjà, les Kurdes et les Américains, qui s'y trouvent en force. Si on se reporte à ce qu'ils disaient au moment où ils lançaient l'opération Rameau d'Olivier, qui en principe ne se termine pas avec la prise de Afrine, à savoir qu'ils continueraient sur leur lancée jusqu'à Menbaj, on serait porté à croire qu'ils n'auraient rien de plus pressé aujourd'hui à faire que de s'ébranler à nouveau en direction de celle-ci. En annonçant la prise de Afrine, leur président n'a soufflé mot sur Menbaj, alors qu'il y a encore peu il sommait les Américains de s'en retirer, pour qu'il n'y ait pas d'affrontements entre eux et ses propres forces. Or ne pas marcher sur Menbaj, c'est rester à Afrine, une proie que les Kurdes ne lui ont peut-être laissée que dans l'intention de l'y fixer.

Suite en page 3

Bureaux d'études publics du secteur de l'habitat

Temmar résolu à mettre fin au monopole



Le département de Abdelwahid Temmar est déterminé à mettre fin au monopole de certains bureaux d'études sur la demande publique à travers les wilayas du pays. Il est surtout question d'octroi des marchés publics aux compétences et aux jeunes architectes algériens. Lire page 2

Station de métro de la Place des martyrs

Présentation du musée, en attendant l'ouverture de la ligne

Page 4

Festival du film méditerranéen d'Annaba

Deux titres algériens en compétition pour le «Anab d'or»

Page 13

Bureaux d'études publics du secteur de l'habitat

Temmar résolu à mettre fin au monopole

■ Le département de Abdelwahid Temmar est déterminé à mettre fin au monopole de certains bureaux d'études sur la demande publique à travers les wilayas du pays. Il est surtout question d'octroi des marchés publics aux compétences et aux jeunes architectes algériens.

Par Louiza Ait Ramdane

Dans son allocution prononcée lors de la cérémonie de distinction des œuvres de M. Pouillon, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, et de la Ville, Abdelwahid Temmar, déclare constater l'existence d'une domination de certains bureaux d'études sur un grand nombre de projets urbanistiques, notamment ceux de l'habitat. Il cite, à titre d'exemple, l'un des bureaux d'études ayant obtenu des projets pour la réalisation de 36 000 logements durant les neuf dernières années. Il appelle, dans ce sillage, les architectes à l'action positive concernant l'examen du cahier des charges adéquat et à la présentation de propositions au ministère en vue de les étudier dans les plus brefs délais. A cet effet, le ministre met l'accent sur la nécessité d'assurer le contrôle permanent et le suivi de l'application et du respect des plans des projets en cours, en collaboration avec les architectes concernés. Il se dit prêt à nouer des partenariats avec les architectes et à créer des bureaux d'études de haut niveau pouvant présenter des services de qualité et exprime la disposition de son secteur à œuvrer avec transparence pour s'enquérir des capacités des bureaux d'études, et à réaliser le principe d'égalité des chances en matière de répartition des projets publics. «*Nous disposons de projets de vente par location AADL et de projets promotionnels aidés, et nous œuvrons à connaître de plus près les bureaux d'études qui procéderont à l'élaboration de ces projets*», explique-t-il. Le secteur contraint, dorénavant, l'architecte concerné à présenter un curriculum vitae (CV) ainsi que les informations relatives à son bureau d'études comme condition pour obtenir son agrément. Il sera procédé, dans ce cadre, selon Temmar, à la définition de quotas annuels pour chaque bureau d'études afin d'éviter toute sorte de pression, encouragée par le nombre élevé des projets lequel impacte souvent sur la qualité du travail. Le ministre exhorte, par ailleurs, les bureaux d'études à présenter un plan d'action d'une année qui devrait éclaircir la vision pour la tutelle et contraindre les architectes à suivre constamment les conceptions qu'ils ont signées lors de l'obtention des permis de construire. «*Il n'y a pas de suivi des conceptions par les architectes, notamment les logements individuels*», déplore Temmar, relevant que «*nous sommes en retard dans ce domaine*». Temmar, qui indique que notre pays dispose de plus de 7 000 architectes, appelle les instances responsables de leur



PhD. R.

formation à élargir leurs disciplines pour toucher les domaines de l'aménagement artistique des bâtisses, à l'image du décor, de l'éclairage, des travaux finaux. «*Beaucoup de travail nous attend, nous avons perdu nos squares et la beauté de nos villes, dorénavant nous devons coordonner avec les*

architectes et revoir le type d'architecture, d'urbanisme et de gestion des villes», a-t-il expliqué.

Le président du Conseil national de l'Ordre des architectes (CNOA), Mustapha Tibourtine, évoque la problématique des cahiers des charges «*rédhibitoires*» qui entravent l'obtention

des projets par les architectes, ajoutant que la majorité des architectes ne disposent pas de moyens pour obtenir la demande publique, notamment les jeunes architectes.

Selon le responsable, la loi accorde aux architectes la possibilité de s'organiser sous forme de bureaux d'études, chose qui

n'est pas autorisée dans les cahiers des charges. M. Tibourtine met l'accent sur l'importance de préserver l'identité architecturale en Algérie tout en s'ouvrant sur les idées innovantes et les modes d'exécution modernes à travers la réhabilitation de la mission initiale de l'architecte. **L. A. R.**

Election présidentielle russe

Elu haut la main, Poutine conforté face aux Occidentaux

Après 18 ans à la tête de l'Etat, Vladimir Poutine a été triomphalement réélu pour un quatrième mandat lors de l'élection présidentielle russe avec 73,9% des voix, selon les sondages sortis des urnes effectués par l'institut public VTsIOM, après la fermeture des derniers bureaux de vote.

Pour la quatrième fois, les électeurs russes ont majoritairement renouvelé avant-hier leur confiance à Valdimir Poutine, 65 ans, pour les six années à venir. Un geste de confiance et de soutien des Russes qui n'est sans doute autre pour eux que la conséquence de son bilan politique particulièrement positif. Lequel bilan, en dépit d'une politique de sanctions internationales, a été marqué par une reprise et une diversification économique qui désormais ne dépend plus autant du gaz et du pétrole. Le retour en force de la Russie sur la scène internationale a été également l'autre facteur principal inhérent à cette large victoire de Poutine face à ses adversaires «*communistes*», «*libéraux*» et «*patriotes*». Et pour cause, la Russie sous Poutine est devenue un acteur incontournable pour régler les conflits qui déchirent la planète. Ce qui indéniablement fera réhabiliter et restaurer la fierté du peuple russe. Ceci étant, outre ces facteurs, la victoire de Poutine est aussi portée par le manque de maturité de l'opposition russe qui, dans la confusion de l'exercice politique,



patauge entre activisme et opposition politique proprement dite.

Ainsi, si les résultats de ce scrutin présidentiel russe se sont portés en faveur d'un quatrième et dernier mandat de Vladimir Poutine est considéré comme «*une sorte de stabilité*» en Russie, selon le ministre finlandais des Affaires étrangères, Timo Soini, le patron du Kremlin devra, pour citer ses propos, «*(...) travailler tout aussi dur, d'une manière tout aussi responsable et efficace*», afin de concilier entre une participation obligée à la globalisation dont les mannes sont entre les mains des Etats-Unis et la préservation de l'unité et de la souveraineté de la Russie et de son droit à des intérêts stratégiques à l'international. En effet, analysant sa

large victoire, Poutine y voit un signe de «*confiance*» et d'«*espoir*». Vladimir Poutine a remercié des centaines de partisans réunis dans le centre de Moscou pour sa victoire dans laquelle il voit un signe de la «*confiance*» et de «*l'espoir*» des Russes. «*J'y vois la confiance et l'espoir de notre peuple, nous allons travailler tout aussi dur, d'une manière tout aussi responsable et efficace*», a-t-il déclaré avant-hier soir devant ses partisans réunis à deux pas du Kremlin. «*J'y vois la reconnaissance du fait que beaucoup de choses ont été faites dans des conditions très difficiles*», a-t-il ajouté. Dans ce contexte, soulignant l'importance de sauvegarder l'unité du pays face aux défis de l'heure, Poutine déclarera que

son pays «*a besoin d'une percée et le pays est à même de la réaliser*». «*La Russie a devant elle des tâches compliquées et des défis importants que nous devons relever. Et je compte continuer ce travail avec vous*», a-t-il affirmé devant une foule en liesse lors d'un meeting consacré à l'anniversaire du rattachement de la Crimée, le jour même où était organisée l'élection présidentielle qui a vu la réélection de Vladimir Poutine pour un quatrième mandat, dimanche près du Kremlin. Il est à rappeler que la Crimée qui pour la première fois participe à l'élection présidentielle russe, a voté à 90% en faveur de Poutine. A ce titre, insistant sur l'importance de sauvegarder l'unité du pays, Poutine estimera que «*cette unité nous est nécessaire pour aller de l'avant, et pour aller de l'avant, nous devons sentir l'adhésion de chaque citoyen de notre pays*». La Russie est d'autre part «*intéressée à développer les relations avec tous les Etats sur tous les continents*», a-t-il fait valoir, assurant que le pays est «*prêt à surmonter toutes les difficultés dans les relations avec ses partenaires étrangers*». Par ailleurs, les messages de félicitations de la scène internationale ne se sont pas fait attendre. Ainsi, alliés fidèles de Moscou, la Chine et l'Iran ont été parmi les premiers à féliciter Vladimir Poutine pour sa réélection à la tête de la Russie.

Lynda Naili

— Message de Bouteflika à l'occasion de la fête de la Victoire —

«La scène politique doit connaître une confrontation de programmes et une course au pouvoir»

■ Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a appelé hier tous les Algériens à contribuer au mouvement démocratique pluraliste dans le pays, en plaçant l'Algérie et les intérêts suprêmes de son peuple au-dessus de toute autre considération.

Par Amine H.

Dans un message lu en son nom par le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, à l'occasion de la célébration de la fête de la Victoire (19 mars) à la maison de la culture «Ahmed-Chami» à Nâama, le chef de l'Etat a estimé que «la scène politique doit connaître une diversité, une confrontation de programmes et une course au pouvoir. Cependant, le devoir de tout un chacun est de contribuer à ce mouvement démocratique pluraliste en plaçant l'Algérie et les intérêts suprêmes de son peuple au-dessus de toute autre considération». «J'exhorte tous les enfants de ma patrie à suivre l'exemple de nos glorieux chouhada et de nos vaillants moudjahidine et à méditer les différents événements que l'Algérie a surmontés avec succès depuis le recouvrement de notre indépendance et de notre souveraineté nationale», a-t-il ajouté, se disant convaincu que «notre pays est capable de sortir, indemne et victorieux, des nos difficultés financières actuelles et conjoncturelles». «La fête de la Victoire doit nous inspirer d'autres victoires sur le sous-développement, la régression et la division pour surmonter les crises et les situations difficiles à travers le resserrement des rangs et la mobilisation des énergies et en prenant exemple sur nos glorieux ancêtres pour la préservation de l'unité nationale et la souveraineté de nos décisions, dans tous les domaines, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur», a insisté le premier magistrat du pays (...). Le chef de l'Etat a affirmé que «le colonialisme n'aurait pas accep-



PH/D. R.

té de s'asseoir, d'égal à égal, à la table de négociations sans la fermeté de la Révolution et la foi de ses dirigeants dans le droit légitime de leur peuple à disposer de lui-même et à imposer l'indépendance», ajoutant que «les Algériennes et Algériens peuvent s'enorgueillir de leur histoire et renouer avec la confiance en soi en étant fiers de leurs exploits et réalisations». Pour le Président Bouteflika, «l'esprit de la Révolution de Novembre et l'attachement du peuple algérien à une indépendance complète, non réduite, a conduit l'Algérie à la nationalisation progressive des biens de notre peuple, spoliés

par le colonialisme, à commencer pas les terres agricoles, les mines et enfin les hydrocarbures, une réalisation accomplie en moins d'une dizaine d'années» (...). Le président de la République a mis en avant, dans ce sens, «le rôle crucial» des moudjahidine et de l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, dans la consécration de cette résistance et dans la protection de la République algérienne démocratique et populaire. Et d'ajouter que «l'Algérie a repris le processus de construction et d'édification en s'inspirant de nos valeurs

sacrées pour faire prévaloir la réconciliation sur la Fitna et l'intérêt suprême du pays sur nos intérêts personnels». «Aujourd'hui, et face aux fluctuations du marché international (du pétrole) qui ont entraîné la perte de la moitié de ses recettes extérieures, l'Algérie s'accommode de la situation et veille, dans le cadre de la souveraineté nationale, à mobiliser ses capacités pour sortir de ce tournant difficile, maintenir le processus d'édification et s'orienter vers une économie affranchie de la dépendance excessive aux hydrocarbures», a soutenu le Président Bouteflika. A. H./APS

Disponibilité du lait et d'autres produits de base durant le ramadhan

Le ministère du Commerce se veut rassurant avec les citoyens

«Toutes les mesures nécessaires ont été prises pour assurer l'approvisionnement régulier du marché en produits de base durant le ramadhan 2018», a affirmé le ministère du Commerce dans un communiqué. A plus de deux mois du ramadhan, le ministère du Commerce a tenu à préciser que les stocks actuellement disponibles de matières premières destinées à la fabrication en légumes et fruits et de viandes rouges et blanches permettront une large couverture des besoins des citoyens, assurant que tous les intervenants (institutions officielles, offices de régulation et opérateurs économiques) se sont engagés à prendre toutes les mesures afin d'assurer la disponibilité des produits alimentaires à

forte demande durant le mois sacré. Le ministère du Commerce soutient, dans ce contexte, que «ses services ne ménageront aucun effort pour veiller à l'approvisionnement large et régulier du marché en produits alimentaires, à la stabilité des prix», notamment à travers le suivi quotidien du marché et de l'évolution des prix, et «en accordant une extrême importance à la qualité des denrées, aux conditions de leur conservation et à la transparence et la régularité des transactions commerciales». Le ministère du Commerce avait procédé à l'installation d'une commission mixte en charge du suivi et de la facilitation de l'approvisionnement du marché en produits de large consommation. Cette commission regroupe des représentants des ministères du Commerce et de l'Agriculture, l'Office national

interprofessionnel du lait (ONIL), de l'Office national des légumes et viandes (Onilev) et l'Office national interprofessionnel des céréales (Oaic), ainsi que les services des Douanes et des opérateurs économiques publics et privés. Cette commission a entamé en janvier 2018 ses réunions de préparatifs pour le ramadhan en vue d'examiner les mesures prises par chaque intervenant afin d'assurer un approvisionnement régulier du marché en produits alimentaires de large consommation durant et après le mois sacré, notamment le lait, les céréales, les légumes, les fruits et les viandes. Cette commission compte poursuivre ses réunions après le ramadhan et durant la saison estivale avec la participation de tous les intervenants pour la régulation du marché, indique le communiqué ajoutant que les

services du ministère «ne manqueront pas de prendre les mesures nécessaires pour la prise en charge de toutes éventuelles perturbations dans l'approvisionnement du marché». À propos de la pénurie de lait qui touche, depuis des mois, nombre de régions du pays et qui risque de durer jusqu'au mois de ramadhan prochain, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, a affirmé que son département prend «très au sérieux» cette pénurie de lait. «Nous allons garantir une disponibilité continue du lait tout au long du mois de carême prochain». Interrogé à propos de l'origine de cette pénurie, Bouazghi s'est montré évasif : «Ces perturbations ont de multiples facteurs, dont les composants du marché et le comportement des consom-

LA QUESTION DU JOUR

Qui a pris l'autre, de Afrine et des Turcs ?

Suite de la page une

Tout porte à penser en effet que les forces turques n'auront pas plus tôt quitté Afrine, soit pour se rendre ailleurs en Syrie, soit pour s'en retourner chez elles, que les milices kurdes seront déjà de retour. Comme de toute façon, elle ne sera jamais pacifiée, il faudra toujours continuer de la défendre. Quand les Kurdes disent qu'ils y reviendront ; mieux, qu'ils ne l'ont abandonnée que pour la reprendre bientôt, il y a tout lieu de les croire. Maintenant que les Turcs sont entrés dans Afrine, la bonne question à se poser est de savoir s'ils peuvent en sortir. En somme, s'ils peuvent aller et venir dans le nord de la Syrie, dans leur chasse au Kurde, comme bon leur semble. S'ils se cantonnent dans Afrine, ce serait comme s'ils s'y étaient enfermés. Et s'ils en sortent, ce serait pour marcher sur les plates-bandes soit des Américains, soit des Russes, ou ce qui revient au même, pour empiéter sur les zones contrôlées par leurs alliés respectifs. Dès l'instant où la Ghouta orientale sera repassée sous le contrôle de Damas, ce qui ne saurait tarder désormais, la cartographie du conflit se sera beaucoup simplifiée. Elle se ramènera pour l'essentiel à deux couleurs indiquant les zones où sont présents les Américains, et celles où ils ne le sont pas. Il y aura bien d'autres protagonistes, contrôlant d'autres villes et régions, à part Américains, et forces relevant de Damas, et autres appartenant à ses alliés. Mais ceux-là ne comptent plus vraiment. Parmi eux, ces mêmes unités turques qui viennent de prendre Afrine, ou qui viennent de s'y enfermer, on ne sait pas encore. La suite des événements ne dépend plus que des Américains, dont personne ne sait exactement ce qu'ils comptent faire, maintenant qu'ils ont des soldats au sol et en assez grand nombre, ce qu'ils se sont gardés de faire jusqu'à l'année dernière. C'est maintenant que l'on va savoir s'il est bien vrai que la Syrie est secondaire pour eux, et que ce serait pour cela qu'ils l'ont laissée aux Russes, ou si au contraire elle est pour eux tout aussi stratégique.

M. H.

mateurs», tout en assurant que son département «suit de très près» l'évolution de ce dossier. Admettant que l'Algérie «connaît des difficultés en matière de collecte du lait de vache», Bouazghi a affirmé que «contrairement à ce qui est dit, l'Algérie produit tout autant de lait, si ce n'est plus que les années précédentes, soit plus de quatre milliards de litres par an, mais nous n'en collectons que 900 millions», a-t-il déploré.

Thininene Khouchi

Station de métro de la Place des martyrs

Présentation du musée, en attendant l'ouverture de la ligne

■ Annoncée pour janvier de cette année, puis pour février, ensuite pour mars, l'ouverture de la ligne du métro Place des martyrs-Ain-Naadja semble renvoyée aux calendes grecques. Pour les faire patienter, les usagers sont invités à ce voyage dans le musée en construction sur les lieux et dans son riche patrimoine archéologique.

Par Anis F.

La station de métro de la Place des martyrs (Alger) a été une «étape importante» dans la mise en œuvre de l'archéologie préventive qui a su allier patrimoine archéologique et aménagement du territoire dans le cadre des efforts visant à faire de la capitale une ville moderne. Tant attendue par les Algérois, la station de métro de la Place des martyrs est une station «historique» de par son emplacement dans la zone de l'antique cité d'Icosium qui renferme un riche patrimoine archéologique, a précisé à l'APS le directeur de l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (Ogebc), Abdelwahab Zekagh. D'une superficie de 8 000 m², la Place des martyrs était avant l'avènement du colonialisme un centre politique et commercial, d'où les découvertes archéologiques mis à jour «progressivement» par des chercheurs algériens. Des vestiges archéologiques répandus sur quelque 1500 m² et quatre strates représentant différentes époques de l'histoire de la ville d'Alger, a indiqué M. Zekagh. Le visiteur peut voir aujourd'hui à la Place des martyrs la partie émergente des ces fouilles, en l'occurrence une ville ottomane sur une superficie de 750 m², alors que d'autres vestiges restent enfouis en attendant «un aménagement adéquat». La découverte de ces vestiges «n'est pas fortuite», a soutenu M. Zekagh, précisant qu'elle est le fruit du Plan de protection et de sauvegarde (2007-2010). En effet, la carte archéologique de la Casbah réalisée en 2007-2008 a montré que la région regorgeait de patrimoine et d'histoire, a-t-il dit. Des vestiges de l'époque romaine avaient auparavant été exhumés en 1994 puis en 2004 avec la découverte de pavements en



P.M/D.R.

mosaïque d'une villa romaine à une profondeur de 60 m, de même que d'autres vestiges de l'époque phénicienne, byzantine, islamique et ottomane retraçant plus de 20 siècles d'histoire, a-t-il fait savoir. Le chercheur Kamel Setiti du Centre national de recherches en archéologie (CNRA) a précisé que la partie exposée au public est un aperçu qui vise à sensibiliser les citoyens à l'importance des découvertes réalisées et à la nécessité de préserver ce qui sera exposé par la suite lors de la mise en service du métro au niveau de la station de la Place des martyrs. Grâce à ses archéologues et autres experts en protection du patrimoine protégé, l'Algérie a réalisé «une première» en employant des techniques modernes en matière de fouilles archéologiques dans une zone urbaine de l'envergure d'Alger,

a-t-il affirmé. Les fouilles «ont été réalisées de pair avec des travaux de génie civil au titre d'un plan convenu entre les instances chargées des fouilles et l'Entreprisè métro d'Alger (EMA)», a-t-il dit, ajoutant que les travaux «ont été encadrés par une équipe de chercheurs du CNRA et de l'Institut national français des recherches archéologiques préventives» (INRAP). L'étape actuelle «consiste à présenter les travaux de fouilles à travers des explications détaillées, des dessins et des plans», a expliqué M. Stiti, précisant que les usagers du métro «ne seront pas pour l'instant en contact avec l'ensemble du site» dans la mesure, a-t-il dit, où un mur «provisoire» séparant le site a été érigé et qui sera «démoli dès l'achèvement des travaux du site du prochain musée». Le chercheur a mis en avant, à ce

propos, l'importance d'informer les citoyens que les fouilles menées de 2013 à 2015 «ont été enfouies après avoir fait l'objet de marquage et de protection de toutes éventuelles dégradations pouvant survenir lors de la réalisation de la nouvelle station de métro».

Le métro d'Alger préservera les fouilles

M. Zekagh a tenu à apporter des éclaircissements quant au devenir de la cité antique d'Alger et des objets découverts, affirmant, dans ce sens, que «l'activité quotidienne du métro d'Algérie n'aura aucune incidence sur les découvertes ou sur les constructions mitoyennes à la Place des martyrs». «Le métro se trouve à 34 mètres sous terre et ses fondements ont été érigés à la place de l'hôtel de la Régence»,

explique M. Zekagh, précisant que l'EMA avait pris en considération «les caractéristiques de la zone urbaine» en initiant «des mesures techniques contre les vibrations». Les fouilles qui ont duré 27 mois ont permis, poursuit le même responsable, de «mettre au jour l'histoire enfouie de l'Algérie» et de former quelque 40 chercheurs spécialisés en archéologie préventive, outre la mobilisation quotidienne de près de 60 archéologues, algériens et français, spécialisés dans les grands projets de développement.

Rappelant la découverte de «près de 10 000 pièces archéologiques retraçant 22 siècles d'histoire», M. Zekagh a relevé que ces pièces se trouvaient actuellement en cours d'étude par un groupement algéro-français chargé de «remettre 12 rapports, dont 5 ont déjà été livrés». Le responsable a fait état, en outre, d'un «budget de 707 millions DA consacré du Fonds national du patrimoine culturel pour le financement des fouilles et qui a été consommé à hauteur de 40% uniquement», affirmant que les rapports à livrer montreront «avec précision l'histoire de la ville d'Alger et seront exploités pour la réalisation du musée du métro et par les centres de recherches universitaires».

Le directeur de l'OGEBC a fait savoir, par ailleurs, qu'une délégation de cadres du ministère de la Culture et de l'EMA avait effectué des visites à Rome et Athènes pour «prendre connaissance de l'expérience de ces pays qui ont réussi à allier l'histoire antique des villes et leur dynamique de développement».

A noter que la wilaya d'Alger a pris en charge le dossier du musée du métro de la Place des martyrs avec le dossier de la Casbah.

A. F./APS

APW de Tizi Ouzou/ Le wali à l'adresse des élus

«Vous êtes l'une des causes de la situation dans laquelle se retrouve la région»

La wilaya de Tizi Ouzou n'a pas été victime d'une quelconque marginalisation en matière d'affectation de programmes de développement socio-économique, a soutenu hier le wali, Mohamed Bouderbali, assurant que l'Etat a mobilisé, pour les différents programmes en cours de réalisation, plus de 250 milliards de dinars. S'exprimant devant les membres de l'Assemblée populaire de wilaya en session ordinaire pour débattre du bilan de l'exécutif de l'exercice 2017, le wali a lancé : «Vous êtes l'une des causes de la situation que vit la wilaya sur le plan socio-écono-

mique par nos débats ne s'inscrivant pas dans les prérogatives d'une APW». Intervenant juste après un échange houleux entre les élus de la majorité et ceux de l'opposition, le wali a exprimé sa désolation, faisant remarquer que ce n'est pas en se focalisant sur le débat d'opinion politique que la wilaya connaîtra un essor. Mohamed Bouderbali est allé jusqu'à relever que «l'Assemblée dévie un peu» de son objectif qui est de débattre et de dégager des solutions susceptibles de régler les problèmes inhérents au développement socio-économique. Il a invité les élus à ne pas faire de l'espace de l'APW

une tribune politique, mais opter pour d'autres canaux pour le faire. Le chef de l'exécutif a insisté dans son discours sur la responsabilité des élus, au même titre que celle de l'administration dans la mise en œuvre des différentes actions de développement local par leur implication dans la levée des contraintes qui freinent la bonne exécution des programmes inscrits à l'indicatif de la wilaya. Pour le wali de Tizi Ouzou, il est temps que les élus et l'administration conjuguent leurs efforts pour surmonter les difficultés. Par ailleurs, au second jour des travaux de la session ordinaire

de l'APW, les élus ont soulevé plusieurs questions liées aux retards qu'accusent différents secteurs, notamment la santé, les travaux publics, le logement et l'investissement. De nombreux élus ont dénoncé le gel de plusieurs projets structurants inscrits à l'indicatif de la wilaya, notamment le second CHU, le complexe mère-enfant et le Zénith, mettant en avant le retard accusé par la région durant les douloureux événements du printemps noir. Ils ont tenu à souligner que ces projets devaient plutôt être à niveau la wilaya, comparativement aux autres régions du pays. Enfin, le prési-

dent de l'APW, Youcef Aouchiche, en réponse à une question d'une élue liée à la rétention de la documentation dont ont été victimes les journalistes, a soutenu qu'il n'a été informé du problème qu'une fois les travaux lancés, tout en soulignant avoir instruit ses collaborateurs de mettre à la disposition de la presse toute la documentation liée aux activités de l'Assemblée qu'il dirige. Néanmoins, il a qualifié la dénonciation du fait que la presse ait été privée de documents de «calomnie et d'instrumentalisation».

Hamid M.

Complexe des textiles de Relizane

La première usine de filature a démarré

■ La première usine de filature du Complexe des textiles de Relizane a démarré sa production le 15 mars courant, a indiqué, hier, le ministère de l'Industrie et des Mines dans un communiqué.

Par Salem K.

Le démarrage se fait d'une manière progressive, soit après les essais de chaque phase de process. La production attendue à l'issue des essais, qui s'étaleront jusqu'au 15 avril 2018 pour l'ensemble de la ligne filature Denim, est de l'ordre de 20 tonnes/jour/équipe, en attendant le passage progressif au régime de 3 équipes/24 heures, a précisé la même source. Dans l'attente de la réception des installations de tissage, finissage de tissus Denim et la confection, prévues fin de l'année en cours et cela d'une façon progressive, les filés seront destinés à l'exportation conformément aux engagements du partenaire. Cette usine de production de filature Denim et non Denim (toile et coton), d'une capacité de 30 millions de mètres/an, a été réalisée dans le cadre d'un partenariat conclu selon la règle des 51/49%, conduit par la société mixte algéro-turque Tayal, détenue par des actionnaires composés des entreprises publiques algériennes C&H, Texalg et la SNTA



et la société turque Intertay, filiale du groupe turc Taypa, a-t-on

ajouté. Pour rappel, cet investissement porte sur la réalisation,

dans une première phase, d'un complexe intégré de production

de tissu et d'habillement constitué de huit usines de production avec une prévision de production annuelle de l'ordre de 44 millions mètres linéaires (M/L) pour le tissage, 12 200 T pour la filature et 30 millions de pièces pour les différents produits pantalons, tricot, chemises dont 60% destinés à l'export. Quant à la seconde phase, elle portera sur l'installation de dix usines spécialisées dans la production des matières premières de tissus (fibres synthétiques), ainsi que des tissus techniques et autres linges de maison. En sus des ateliers de production, les concepteurs du complexe ont également prévu des usines annexes, à savoir une école de formation dans les métiers du textile, une cité d'hébergement de 547 logements, une centrale d'énergie (électricité et vapeur) d'une puissance de 35 mégawatts et une station d'épuration conçue pour traiter 10 000 m³/jour. Ce projet, d'un coût global de 170 milliards de dinars, emploiera 25 000 personnes au bout de la seconde phase de son développement, a précisé le ministère. S. K./APS

Pétrole

Le Brent s'affiche au-dessus de 66 dollars

Les prix du pétrole reculaient hier en cours d'échanges européens, alors que les marchés hésitent après les gains de vendredi. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 66,01 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 20 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange

(Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'avril cédait 25 cents à 62,09 dollars. Les cours avaient fortement grimpé vendredi après une semaine atone, provoquant la perplexité des marchés. «Il s'agissait d'un mouvement technique provoqué par des investisseurs financiers qui ne se préoccupent pas des fondamentaux du marché», a estimé Michael van Dulken, analyste

chez Accendo Markets. Les gains n'ont pas été atténués par les données de la société américaine Baker Hughes, qui a fait état d'une hausse du nombre de puits actifs aux Etats-Unis de 4 unités à 800 puits. «Leur nombre a bondi de 30% en un an», ont souligné les analystes de Commerzbank. Cela laisse présager d'une production américaine encore plus abondante dans les mois à venir,

alors que les Etats-Unis sont désormais le deuxième producteur mondial derrière la Russie. Le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, dont le pays s'est engagé aux côtés de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à limiter sa production pour éviter un déséquilibre du marché, a tenté de rassurer les investisseurs dimanche. Alors que l'accord de l'Opep et de

ses dix partenaires est actuellement prévu jusqu'à fin 2018, le ministre a affirmé dimanche que la fin de l'accord se ferait uniquement si le marché était rééquilibré. Hani T.

Coopération industrielle et minière

Yousfi s'entretient avec le directeur du PNUD pour les Etats arabes

Le ministre de l'Industrie et des mines, Youcef Yousfi, a reçu dimanche soir à Alger, le sous-secrétaire général des Nations unies, Administrateur assistant du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et directeur du bureau régional du PNUD pour les Etats arabes, Mourad Wahba, a indiqué le ministère hier dans un communiqué. Lors de cette entrevue, les deux parties ont passé en revue les

progrès réalisés par le secteur de l'industrie et des mines en Algérie, a précisé la même source. Pour sa part, M. Wahba a salué le fait que «l'Algérie ait réussi à relever substantiellement le niveau de son développement humain» grâce notamment à une meilleure éducation et un système de santé performant, ajoute le texte. Abordant les perspectives de la coopération bilatérale, les deux parties ont évoqué la possibilité de voir le

PNUD accompagner le secteur de l'industrie et des mines dans la formation des personnels des agences de promotion de l'investissement disséminés à travers le pays pour un meilleur accueil des investisseurs. Le représentant du PNUD a, en outre, évoqué la possibilité d'accompagner des initiatives dans le domaine du dessalement des eaux saumâtres au profit des agriculteurs des régions du Sud, a conclu le communiqué. Faten D.

Chine

Pékin procède à un remaniement de son équipe économique

Pékin a procédé hier à un remaniement de son équipe économique avec la nomination d'un proche conseiller économique du président Xi Jinping comme vice-Premier ministre et d'un nouveau patron de la banque centrale, ont rapporté les médias. Un proche conseiller économique du président chinois, Liu He, a été nommé vice-Premier ministre et un nouveau patron de la banque centrale a été désigné, selon l'agence Chine nouvelles. Trois autres vice-Premiers ministres, Han Zheng, Sun Chunlan, Hu Chunhua, ont été désignés par l'Assemblée nationale populaire (ANP), la

chambre d'enregistrement législative du pouvoir. Liu He est considéré comme l'orchestrateur du «rééquilibrage économique» chinois vers un modèle de croissance plus durable, et des efforts pour contenir l'envolée de la dette. La désignation largement attendue de Liu He confirme son rôle de «monsieur économie» du géant asiatique : «C'est le nouveau tsar de l'économie chinoise», commente Larry Hu, analyste de la banque Macquarie. La nouvelle liste des membres du Conseil des Affaires d'Etat de Chine, proposée par le Premier ministre Li Keqiang, a été approuvée hier lors d'une

réunion plénière de la première session de la 13^e Assemblée populaire nationale (APN). Le gouvernement central comprend également : Wang Yi, ministre des Affaires étrangères, Wei Fenghe, ministre de la Défense nationale, He Lifeng, ministre chargé de la Commission nationale du développement et de la réforme, ainsi que des ministres à la tête de plusieurs secteurs dont l'éducation, les sciences et technologies, l'industrie, la sécurité publique, la justice, les finances, l'environnement écologique et les transports. R. E.

Italie Déficit commercial de 87 millions d'euros en janvier

L'ITALIE a enregistré en janvier un déficit de sa balance commerciale de 87 millions d'euros, contre un déficit de 575 millions en janvier 2017, a annoncé hier l'Institut national des statistiques (Istat). L'Istat précise que le chiffre de janvier prend pour la première fois comme référence l'année 2015 considérée comme 100. Sans tenir compte des produits énergétiques, la balance aurait enregistré un excédent de 3 milliards d'euros. Par rapport à janvier 2017, les exportations ont augmenté de 9,5% et les importations de 7,8%. Les ventes de produits pharmaceutiques, chimiques et médicaux enregistrent la plus forte hausse sur un an (+25,9%) suivies de la métallurgie (+17,1%). Sur un mois, les exportations ont baissé de 2,5% et les importations de 4,4%, selon la même source. G. H.

Tizi-Ouzou

Les permis de construire des projets Ardis et Techno-verre signés

■ En attendant le projet d'Oxxo... S'agissant du projet d'Oxxo, une filiale du groupe Cevital, créée par l'acquisition d'Oxxo France en 2013, spécialisée dans la fabrication de fenêtres en PVC, qui souhaite ouvrir un site dans la wilaya de Tizi-Ouzou, le wali a affirmé sa «disposition» à signer le permis de construire pour cet investissement, «si l'investisseur engage tout de suite son projet», a-t-il dit.

Par Ammar F.

Les permis de construire pour la réalisation de l'hypermarché Ardis et du complexe industriel Techno-verre ont été signés, a annoncé dimanche le wali, Mohammed Bouderbali.

Répondant aux questions des élus de l'Assemblée populaire de wilaya réunis en session ordinaire pour, entre autres, faire le point sur la situation de l'investissement au niveau local, M. Bouderbali, en sa qualité de président de la Commission d'investissement de wilaya, a annoncé qu'il a signé les permis de construire de ces projets.

S'agissant du projet d'Oxxo, une filiale du groupe Cevital créée par l'acquisition d'Oxxo France en 2013, spécialisée dans la fabrication de fenêtres en PVC, qui souhaite ouvrir un site dans la wilaya de Tizi-Ouzou, le wali a affirmé sa «disposition» à signer le permis de construire

pour cet investissement, «si l'investisseur engage tout de suite son projet», a-t-il dit.

Le complexe industriel techno-verre, spécialisé dans la fabrication d'éléments dédiés au secteur du bâtiment, sera implanté dans la commune de

Fréha et permettra la création de 600 emplois directs, et le projet du groupe Ardis, qui sera implanté à Oued Aissi, générera un total de 500 emplois directs, rappelle-t-on.

A. F./APS



Le wali, Mohammed Bouderbali

Pour absence de permis de construire

L'attribution d'aides au logement pour les victimes des incendies bloquée

L'attribution des aides au logement pour les victimes des incendies de juillet 2017 est bloquée pour non présentation d'un permis de construire par certains bénéficiaires, a annoncé dimanche le secrétaire général de wilaya, Zinedine Tibourtine. Sur les 79 aides de 700 000 DA débloquées par l'Etat pour assurer le logement des victimes des incendies, seul 11 décisions d'éligibilité ont été établies et notifiées aux bénéficiaires, a relevé ce responsable qui avait présenté une situation de l'exécution des délibérations votées par l'Assemblée populaire de wilaya (APW) devant les élus réunis en session ordinaire de deux jours. Cette aide (700 000 DA) qui sera versée en une

seule tranche et qui est destinée à la construction de logements ruraux neufs «ne sera débloquée que sur présentation d'un permis de construire et de la décision d'octroi», a souligné M. Tibourtine.

Pour parer à cette contrainte qui risque de faire perdre aux victimes leur droit à une indemnisation, la wilaya a décidé d'accorder à ceux qui ne peuvent pas présenter le permis de construire, car ne disposant pas d'un acte de propriété, des aides à l'aménagement d'une valeur de 250 000 DA par habitation.

Ces aides à l'aménagement ont été dégagées sur un reliquat d'un programme destiné à la réhabilitation de logements, a indiqué,

pour sa part, le wali Mohammed Bouderbali, ajoutant que la wilaya n'a ménagé aucun effort pour obtenir une dérogation des ministères de l'Intérieur et des Collectivités locales et celui de l'Habitat, mais leur réponse a été sans équivoque et stipulait que «le permis de construire est un document essentiel. Pas de dérogation», a-t-il précisé.

Le wali a relevé que la décision prise, localement, d'accorder une aide de 250 000 DA à ceux qui ne peuvent pas fournir un permis de construire, permettra «aux victimes» de réhabiliter leurs logements, observant que «l'important est que les concernés soient pris en charge».

Akl I.

Commission des finances et du budget de l'APN

Une délégation fait le point sur les conservations foncières à Batna

Une délégation de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a fait le point, dimanche, sur la situation des conservations foncières dans la wilaya de Batna. Cette initiative, qui fait suite à une visite similaire dans la wilaya de Boumerdes, vise à examiner la réalité du foncier dans la wilaya de Batna qui «connaît de nombreux problèmes, notamment l'existence de plus de 7 000 actes notariés non publiés jusqu'à ce jour», en sus de se pencher sur les carences, les dysfonctionnements, d'écouter les responsables du secteur et prendre connaissance de leurs conditions de travail, a affirmé, à l'APS, Toufik Toureche, président de cette commission. «Nous allons rassembler toutes les préoccupations dans un dossier détaillé et les transmettre aux autorités centrales», a déclaré M. Toureche, ajoutant que les membres de la commission de l'APN œuvrent en coordination avec les parties concernées dans le cadre des prérogatives que la loi leur confère, afin de régler les problèmes posés. Il a également révélé que des échantillons de l'Est, de l'Ouest et du Centre du pays ont été pris en vue d'examiner de près la situation des conservations foncières et les difficultés rencontrées, précisant que la commission a ciblé en

premier lieu les wilayas qui enregistrent le plus de problèmes en les consignants dans un rapport global qui sera étudié par les autorités centrales, afin de trouver les solutions adéquates. Les membres de la Commission des finances et du budget de l'APN ont reçu, par ailleurs, des explications détaillées au siège de la conservation foncière de Batna, au pôle urbain Hamla 3 dans la commune de Oued Echaâba, où

le directeur de la conservation foncière de la wilaya, Abdelkarim Darnouni, a évoqué les efforts déployés ces derniers temps, dont la publication 8 000 actes en 2017, tandis que le nombre d'actes publiés depuis 2014 à ce jour, s'élève à 20 000. Ce même responsable a également abordé les difficultés rencontrées par ce secteur au niveau de la wilaya, qui compte 4 conservations dans chacune des communes

Merouana, Barika, Ain Touta et Arris en plus de celle de Batna, comme le manque d'effectif et l'absence d'archiviste, promettant de faire des efforts supplémentaires pour améliorer le travail et remédier au déficit enregistré dans la publication des actes. La délégation de l'APN a inspecté la conservation foncière de Merouana, implantée, depuis 2006 dans la ville de Batna, à défaut d'un siège à Merouana,

avant de se rendre à la direction du cadastre dans la nouvelle cité administrative au chef-lieu où ses membres ont reçu des explications sur le déroulement du travail au sein de cette direction.

Cette commission parlementaire effectuera également une visite similaire à la direction de la conservation foncière de la wilaya de Biskra, a également fait savoir son président.

Tahar F.

Affaire «village Taline» de Tipasa

Report du procès pour absence des parties

La chambre d'accusation près le tribunal de Tipasa a prononcé, dimanche, le report de l'examen de l'affaire du «village Taline» au même jour de la semaine prochaine, en raison de l'absence de parties concernées, dont notamment l'accusé principal, Mohamed Hadji.

Selon l'acte d'accusation, les mis en cause, dont six arrêtés et deux sont en fuite, dans cette affaire, ayant eu pour théâtre les monts Chenoua, où un chimérique projet de village touristique du nom de «Taline» devait voir le jour, sont poursuivis pour les chefs d'inculpation d'«escroquerie», «atteinte aux biens fonciers», «déforestation», «construction sans autorisation» et «faux et usage de faux dans des documents officiels».

La présidente de l'audience, la juge Ben Ghazal Radhia, a prononcé le report du procès sur demande de la défense qui a avancé l'absence de certaines parties, dont l'accusé principal, actuellement en fuite. Sachant qu'il s'agit du 2^e report du genre prononcé par le

tribunal, après la comparution de plus d'une soixantaine de personnes impliquées dans cette affaire (entre accusés, victimes, et témoins) la semaine dernière.

Cette affaire, qui avait défrayé la chronique à l'époque, remonte à septembre dernier, lorsque le groupement territorial de la Gendarmerie nationale à Tipasa a rendu public un communiqué dans lequel il signale la mise hors d'état de nuire d'une bande de malfaiteurs composée de 6 individus qui escroquaient leurs victimes en leur vendant des parcelles de terrain avec de faux papiers.

Selon le communiqué, les membres de cette bande vendaient des parcelles de terrain avec de faux papiers en exigeant des acheteurs d'édifier des constructions selon un cahier des charges défini. Sachant que plus de 200 actes nuls de transfert de propriété ont été établis de cette façon.

Les mis en cause dans cette affaire exploitaient les réseaux sociaux, où ils faisaient

des annonces de création d'un village touristique du nom «Taline», accompagnées d'un numéro de téléphone auquel répondait l'un des gérants du «projet» qui se chargeait également d'accueillir et d'accompagner les victimes vers le site d'implantation du dit «village», tout en leur montrant des actes et des plans fictifs.

Pour participer au projet, la victime devait déboursier une somme de 50 000 DA contre un reçu, en attendant de verser le reste du montant fixé après une vingtaine de jours.

Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Tipasa qui les a déferés devant le juge d'instruction, ayant ordonné leur mise en détention préventive pour «escroquerie», «atteintes à des biens fonciers», «déforestation», «construction sans autorisation» et «faux et usage de faux dans des documents officiels».

Hani T.



Sahara occidental

Premier briefing de Horst Kohler mercredi à New York

■ L'émissaire de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, est attendu mercredi pour présenter au Conseil de sécurité les premiers éléments de sa médiation entamée octobre dernier, un premier briefing scruté de près à New York, peu avant le prochain rapport sur le conflit du Sahara occidental.

Par Mondji B.

Pour cette réunion prévue à huis clos, Kohler sera épaulé par le nouveau chef de la Minurso, le canadien Colin Stewart, qui a été nommé en décembre à la tête de la mission onusienne pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.

Le briefing, prévu initialement en février, se tiendra en application de la résolution 2351 de 2017 qui a demandé au Secrétaire général de l'ONU de présenter un rapport sur la situation qui prévaut au Sahara occidental six mois après la nomination du nouvel Envoyé personnel de secrétaire général de l'ONU.

La résolution a également invité le secrétariat général à tenir le Conseil de sécurité informé de la manière dont l'envoyé personnel avance sur la voie d'une solution politique mutuellement acceptable qui permette l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

Jusqu'ici, l'Envoyé personnel de M. Guterres a tenu une série de consultations avec les deux parties au conflit, le Front Polisario et le Maroc, ainsi que les deux pays observateurs, l'Algérie et la Mauritanie.

Le Maroc a, cependant, décalé sa réunion avec Kohler de janvier à mars. Un report vu par de nombreux observateurs comme «entrave dressée au médiateur onusien dans sa mission de relancer le processus onusien à l'arrêt depuis 2012».

La partie marocaine veut en particulier exclure tout rôle de l'Union africaine (UA) dans le règlement du conflit, qu'elle veut cantonner dans le seul Conseil de sécurité où elle jouit du soutien inconditionnel de la France.

Pourtant, l'ONU a réitéré à maintes reprises son engagement constant de coopérer avec l'organisation panafricaine sur les questions relatives à la paix et la sécurité dans le continent. Il est question aussi d'entendre les représentants de l'UA lorsque le Conseil de sécurité aborde ces dossiers.

L'OUA, l'ancêtre de l'UA, avait réussi par le passé à négocier avec l'ONU un plan de règlement, en traçant la voie pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination sous l'égide de l'organisation onusienne.

Le Plan approuvé en 1991 par le Conseil de sécurité reste à ce jour le seul accord valable accepté mutuellement par les deux parties au conflit.

Du reste, la persistance du Maroc à tenir cette première consultation à Lisbonne au lieu de Berlin, où l'émissaire onusien



a choisi d'établir ses locaux, renseigne sur la volonté de la partie marocaine de saborder les efforts de l'ancien président allemand.

Conseil de sécurité : rompre avec la diplomatie du silence

Avant Kohler, l'américain Christopher Ross a été l'objet d'une opération de sabotage franco-marocaine au sein du Conseil de sécurité et ne pouvait pas aller loin dans sa mission sans le soutien de cet organe onusien.

Hors du Conseil de sécurité et sur le terrain, le Maroc a multiplié les obstacles à l'action de Ross

en entravant d'abord sa liberté de mouvement et en empêchant ensuite la Minurso de s'acquitter de son mandat.

Les manœuvres marocaines visaient en fait à faire perdre du temps à Ross et surtout à l'empêcher de mener la mission pour laquelle il a été désigné, à savoir la relance d'un cinquième round de négociations directes.

Au demeurant, les nouveaux agissements s'inscrivent dans la logique du blocage, prônée par le Maroc pour imposer son plan d'autonomie au mépris des résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU et du Conseil de sécurité qui ont affirmé de façon constante et sans équivoque la nature juridique de ce conflit et

le principe d'autodétermination à mettre en œuvre.

Le rôle que devrait jouer Kohler est un élément important dans le processus de paix au Sahara occidental mais il ne sera pas décisif sans le soutien du Conseil de sécurité, s'accordent à dire plusieurs observateurs.

Etant donné l'impasse dans laquelle se trouve le processus onusien, le Conseil de sécurité «pourrait envisager des moyens afin de soutenir M. Kohler dans ses efforts pour tenir un cinquième round de négociations», souligne l'agenda prévisionnel du Conseil de sécurité pour le mois de mars.

La dernière fois où le Front Polisario et le Maroc se sont ins-

tallés à la même table de négociations remonte à mars 2012 à Manhasset, aux Etats-Unis.

Rappelant le contexte de ce blocage, le document a relevé que les divisions au sein du Conseil de sécurité ont accentué «son incapacité à s'entendre» même sur le règlement des dernières crises survenues au Sahara occidental.

«Le Conseil de sécurité est resté silencieux sur les crises de El Guergarat et de la Minurso sur insistence de la France qui soutient la position du Maroc», souligne-t-on dans les précisions accompagnant cet agenda.

M. B./APS

Groupe Gdeim Izik

Les familles appellent Guterres à faire pression sur le Maroc pour garantir les droits de leurs enfants

Les familles des détenus sahraouis du groupe «Gdeim Izik» ont appelé le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, à intervenir rapidement pour faire pression sur le Maroc et l'amener rapidement à respecter ses engagements internationaux énoncés dans les chartes internationales garantissant aux détenus politiques sahraouis leurs droits et leur dignité.

Les familles des détenus ont rappelé, dans une lettre adressée au SG de l'ONU, relayée dimanche par l'Agence de presse sahraouie (SPS), les souffrances qu'elles endurent depuis sept ans, suite à l'arrestation de leurs enfants par les forces d'occupation marocaine, au camp des réfugiés sahraouis «Gdeim Izik», à l'est de la ville d'El Ayoun.

«Suite à l'attaque effectuée par les forces marocaines au niveau du camp Gdeim Izik, une large campagne d'arrestation a été menée au sein de citoyens sahraouis dont 25 militants des droits de l'homme ayant été présentés devant le tribunal militaire de Rabat (Groupe Gdeim Izik), pour des chefs d'accu-

sations accablants dont homicide volontaire et constitution d'associations de malfaiteurs, sans preuves, en se référant uniquement à des procès-verbaux et à des aveux obtenus sous l'effet de la torture», selon les rapports d'ONG internationales, à l'instar d'Amnesty International, Human Rights Watch et l'association marocaine des droits de l'Homme, expliquent les familles dans leur lettre.

«Contrairement aux dispositions du droit humanitaire portant obligation du jugement et de l'incarcération des citoyens sahraouis dans le territoire du Sahara occidental, territoire non autonome, nos enfants ont été jetés dans des prisons très éloignées, se situant pour certaines à plus de 1 300 km», précisent les familles.

«Nous vous écrivons, Monsieur le SG, pour attirer votre attention sur la situation déplorable que vivent nos enfants dans les geôles marocaines, où ils ont été éparpillés depuis le 16 septembre 2017, avec pour objectif de museler nos militants et de les contraindre à renoncer à revendiquer le droit

du peuple sahraoui à l'autodétermination», ont-elles dit. Les familles ont rappelé que les prisonniers de «Gdeim Izik» étaient privés de leurs droits garantis par le droit humanitaire international dont l'accès aux soins et aux études, ainsi que de tout contact extérieur notamment avec leurs familles, ajoutant que certains détenus sont complètement isolés, incitant neuf militants de ce groupe à entamer une grève de la faim illimitée depuis le 9 mars en cours.

Suite à ce mouvement de grève, les autorités marocaines adoptent «des pratiques cruelles et dépourvues de toute humanité avec les détenus, violant ainsi les chartes internationales».

Les familles ont appelé le SG de l'ONU à intervenir rapidement pour amener le Maroc à respecter ses engagements internationaux, dans le cadre des chartes et traités internationaux garantissant aux prisonniers politiques sahraouis leurs droits et leur dignité.

Moufci G.



Corée du Nord

Pourparlers sur la libération d'Américains détenus par Pyongyang

■ La Corée du Nord est, selon des médias, en pourparlers avec les Etats-Unis et la Suède pour libérer trois Américains détenus par Pyongyang, dernier signe de l'effervescence diplomatique provoquée par la perspective de sommets avec Séoul et Washington.

Par Rosa C.

L'éventuelle libération des trois Américains d'origine coréenne est discutée via des canaux multiples, plus d'une semaine après que le président américain Donald Trump eut créé la surprise en acceptant un sommet avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un. Pyongyang n'a pas confirmé avoir proposé une telle rencontre historique – la proposition avait été relayée par Séoul après l'envoi d'une délégation au Nord. Mais l'annonce a donné le top départ d'une course pour déterminer un menu réaliste pour de tels entretiens. La chaîne sud-

coréenne MBC a rapporté dimanche que Pyongyang et Washington étaient sur le point de conclure un accord final sur la libération des Américains. «Ils sont en train de mettre au point les détails sur le calendrier des libérations», a dit la télévision, citant une source diplomatique sud-coréenne. Les négociations se déroulent via la mission nord-coréenne de l'ONU à New York et le département d'Etat américain, voie de communication surnommée le «canal de New York», selon cette source. Cette question a également été évoquée lors de trois jours de discussions à Stockholm entre le chef de la diplomatie nord-coréenne, Ri



P. L. & D. R.



Points chauds

Rencontre

Par Fouzia Mahmoudi

Dans un livre publié il y a quelques jours, Virginie Calmels, première adjointe du maire de Bordeaux, évoque deux rencontres ayant eu lieu entre Emmanuel Macron et Alain Juppé en 2017. Il s'avère que l'un de ces deux rendez-vous a eu lieu le 1er mai, à quelques jours seulement du second tour de l'élection présidentielle. Battu lors de la primaire de la droite et du centre par François Fillon, Alain Juppé avait, dans un premier temps, refusé de rencontrer Emmanuel Macron tant que le candidat LR était en lice. La débâcle de la campagne de l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy, plombée par les soupçons d'emplois fictifs de sa femme Penelope et de ses enfants, s'est conclue par une élimination au premier tour et a ouvert la porte à Alain Juppé pour un dialogue avec le futur président de la République. C'est même Gérard Collomb qui a organisé cette rencontre dans les bureaux parisiens de la communauté urbaine de Lyon. Alors que les sondages d'intentions de vote donnaient Emmanuel Macron largement favori face à Marine Le Pen, qu'il devait affronter lors du débat d'entre-deux-tours le 3 mai, les deux hommes ont profité de la fête du Travail pour avoir une conversation générale sur la politique. Ils ont également abordé certains points plus précis, comme les prétendants au poste de Premier ministre, dont un certain Édouard Philippe, un fidèle de Juppé. Un proche du maire de Bordeaux explique cependant que «ce n'est pas Alain Juppé qui a suggéré son nom au futur président», puisqu'Emmanuel Macron avait dès le lendemain du premier tour fait son choix au sujet du locataire de Matignon. Dans son livre, Virginie Calmels explique qu'Alain Juppé n'a pas dissuadé le maire du Havre, issu de sa famille politique, de rejoindre le gouvernement d'ouverture du nouveau chef de l'État. Alain Juppé aurait apprécié ce moment passé avec son cadet, manifestement davantage que ses déjeuners avec Nicolas Sarkozy. Comme le révèle le quotidien, il aurait notamment évoqué une différence majeure entre les deux hommes : «Au moins quand je déjeunais avec Nicolas Sarkozy ça me reposait, il parlait tout le temps. Je n'avais qu'à écouter. Là, c'est différent». En janvier, dans un entretien accordé à la chaîne de télévision suisse RTS, Alain Juppé a répété qu'il partageait «en grande partie» la vision des choses du nouveau président de la République et que celui-ci avait «un charme évident». De toute évidence cette vision lui correspond bien plus que celle des LR sous la présidence de Laurent Wauquiez. Juppé n'a cessé, ces derniers mois, d'exprimer ses désaccords avec la nouvelle direction du mouvement dont il fait partie. «Je ne me sens pas à l'aise dans l'orientation des LR. Il y aura un moment important : celui de l'Europe. Je ne cautionnerai jamais un discours anti-européen. Oui, je me reconnais plus dans le discours européen d'E. Macron que dans celui de L. Wauquiez», a ainsi twitté Juppé hier, mettant de plus en plus de distance avec le président de LR. Toutefois, il est peu probable qu'il décide d'aller au bout de sa logique et de quitter la droite pour rejoindre le parti présidentiel, surtout maintenant qu'il a annoncé son intention de prendre sa retraite. Et c'est justement cette perspective qui lui donne aujourd'hui plus de liberté pour s'exprimer sur sa famille politique et ses travers. **F. M.**

Yong-Ho, et son homologue suédoise Margot Wallstrom, d'après la chaîne américaine CNN. La Suède, qui représente les intérêts américains à Pyongyang, a soulevé le sujet pour «faire avancer les choses dans la bonne direction», a dit CNN. «Tout mouvement sur la question des détenus aurait un impact énorme pour les Etats-Unis». Kim Dong-chul, un pasteur américano-coréen, a été arrêté pour espionnage et condamné en 2016 à dix ans de travaux forcés. Kim Hak-song et Kim Sang-duk, également connu sous le nom de Tony Kim, travaillaient tous deux pour l'Université des Sciences et de la Technologie de Pyongyang (USTP), établissement fondé par des évangélistes chrétiens étrangers. Les informations sur leur possible libération sont publiées alors que se succèdent les consultations tous azimuts impliquant Pyongyang, Séoul, Washington et ses alliés. Lors d'une visite récente d'une délégation sud-coréenne à Pyongyang, Kim Jong Un aurait

proposé de rencontrer l'occupant de la Maison-Blanche. Donald Trump a dit oui à un sommet avant la fin mai, mais aucun lieu ni date précise n'ont été annoncés. Le dirigeant nord-coréen a également accepté un sommet avec le président sud-coréen Moon Jae-in le mois prochain, d'après la délégation sud-coréenne. Il aurait aussi selon la presse accepté l'idée d'abandonner ses programmes nucléaires et balistique en échange de garanties américaines sur la sécurité. Dans un entretien diffusé dimanche par CBS, la cheffe de la diplomatie sud-coréenne Kang Kyung-wha, a déclaré que M. Kim «examinait la situation» après le oui surprise de M. Trump à un sommet. Elle a ajouté que M. Kim avait «donné sa parole» sur son engagement à la dénucléarisation. «C'est la première fois que ces mots viennent directement du dirigeant suprême de la Corée du Nord lui-même», a-t-elle relevé. Parallèlement, les conseillers à la sécurité nationale américain, sud-coréen et japonais, H.R. McMaster, Chung Eui-yong et

Shotaro Yachi, sont convenus pendant le weekend à San Francisco de «coordonner étroitement» leur stratégie, selon la présidence sud-coréenne. La paix sur la péninsule dépend de la réussite des deux sommets, ont-ils déclaré, s'engageant à «ne pas répéter l'échec du passé», référence apparente à la faillite de précédentes négociations sur la dénucléarisation. Enfin, un haut diplomate nord-coréen est arrivé dimanche en Finlande selon les médias, où il doit rencontrer des responsables américains et sud-coréens pour des entretiens informels. La détente actuelle, occasionnée par les jeux Olympiques d'hiver qui se sont tenus en Corée du Sud, fait suite à une période d'extrêmes tensions. L'année dernière, le Nord a mené son plus puissant essai nucléaire et tiré des missiles balistiques capables de porter le feu nucléaire sur le territoire continental américain. En même temps, MM. Kim et Trump échangeaient insultes personnelles et menaces apocalyptiques. **R. C.**

Région de l'Asean

Aide australienne de 80 millions de dollars pour lutter contre la traite d'êtres humains

Le gouvernement australien va consacrer une aide de 80 millions de dollars australiens sur dix ans pour soutenir les efforts visant à lutter contre la traite d'êtres humains dans la région de l'ASEAN. La lutte contre la traite des êtres humains est une priorité pour l'Australie et les pays de l'ASEAN, a souligné le ministère australien des Affaires étrangères dans un communiqué, ajoutant que ce crime transnational transcende les frontières et nécessite

une réponse régionale. L'Australie, partenaire de dialogue de l'Asean, coopère étroitement avec les pays membres de ce groupement régional dans le renforcement du cadre juridique pour faire face à la traite humaine, notamment dans le cadre du Programme de coopération d'Asie-Australie sur la lutte contre la traite humaine (AAPTIP). Mis en œuvre depuis août 2013, ce programme, financé par le gouvernement australien, est opéra-

tionnel dans sept pays membres de l'ASEAN et poursuit sa mission conformément à la Convention de l'ASEAN sur la lutte contre la traite humaine, notamment de femmes et d'enfants. L'AAPTIP, qui regroupe les leaders des pays de l'Asean chargés de la lutte contre la traite humaine, soutient les organes intersectoriels dans la recherche d'un cadre d'assistance juridique en faveur des victimes de la traite humaine et des migrants illégaux.



Festival du film méditerranéen d'Annaba

Deux titres algériens en compétition pour le «Anab d'or»

■ Le cinéma algérien concourt au Festival du film méditerranéen d'Annaba qui s'ouvrira mercredi prochain, avec deux longs métrages (production 2017), en compétition pour le «Anab d'or», à savoir «En attendant les hirondelles» de Karim Moussaoui et «Jusqu'à la fin des temps» de Yasmine Chouikh, a révélé, dimanche, le commissaire du festival, Said Ould Khelifa.

Par Adéla S.

La participation algérienne sera également représentée avec une production algéro-portugaise intitulée «Zeus» de Paulo Filipe Monteiro, a indiqué le commissaire du festival, lors d'une conférence de presse tenue à la bibliothèque principale de la ville d'Annaba.

Ce festival, dont le jury sera présidé par le scénariste français Jacques Fieschi, compte 10 longs métrages représentant 11 pays méditerranéens en compétition, a précisé M. Ould Khelifa, ajoutant que le festival verra également la projection de 10 documentaires en compétition pour le «Anab d'or» et le «Anab d'argent», en sus des prix du «meilleur scénario», du «meilleur court métrage» et le «prix du public». S'agissant des courts métrages programmés pour cette 3^e édition du Festival du film méditerranéen d'Annaba, ils

feront l'objet, souligne le commissaire du festival, d'une compétition nationale avec la participation de 14 courts métrages.

Cette édition, qui se tiendra du 21 au 27 mars en cours, prévoit en outre la participation de la Belgique en tant qu'invité d'honneur avec 7 films hors compétition, en plus de l'encadrement d'ateliers de formation dans le domaine du film documentaire, des techniques de prise de son, du montage et du tournage.

Des projections spéciales intitulées «Un œil sur la Palestine» dans le cadre du festival, comptant quatre films sur la cause palestinienne et d'autres en l'honneur de l'écrivain algérien Mouloud Mammeri intitulé «Mammeri en mémoire», à travers la projection du film «L'Aube des damnés» d'Ahmed Rachedi et la «Colline oubliée» de Abderrahmane Bouguerrouh sont également au menu de cette édition. Cela en plus de la



projection de 6 courts métrages produits à Annaba, en 2017, en collaboration du festival du film amateur de Kelibia (Tunis).

Aussi, le programme des projections cinématographiques du festival prévoit la présentation d'un nouveau film algérien intitulé «Les sept remparts de la citadelle» d'Ahmed Rachedi ainsi qu'un film tunisien intitulé «La

rumeur de l'eau» de Taieb Louhichi. Les projections des films programmés dans le cadre du Festival du film méditerranéen d'Annaba, qui comprend des spectacles itinérants, auront lieu dans plusieurs communes, au niveau de trois centres de rééducation, au théâtre régional d'Annaba et dans la salle de cinéma de la maison de la cultu-

re Mohamed-Boudiaf. La 3^e édition du Festival du film méditerranéen d'Annaba, organisé sous le slogan «La paix en Méditerranée», a bénéficié d'une enveloppe financière de 30 millions de DA accordée par le commissariat du festival et verra la participation de 17 pays méditerranéens.

A. S./APS

Générale de la pièce théâtrale «Mafatih El Hakim»

Un appel à la préservation de l'eau et à la protection de l'environnement

La générale de la pièce théâtrale «Mafatih El Hakim», dédiée aux enfants, présentée dimanche sur la scène du théâtre régional, Mohamed-Tahar-Fergani de Constantine, dans le cadre des journées du théâtre pour enfants, se veut un appel à la préservation de l'eau en tant que source de vie et à la protection de l'environnement et des valeurs humaines. S'étalant sur une durée de 50 minutes, cette nouvelle pièce, produite par le théâtre régional de Constantine en partenariat avec la coopérative culturelle El Massil, et écrite par Salaheddine Torki, retrace l'histoire de trois amis, «Sarhane», «Farhane» et «Moudja», vivant dans une ferme magnifique, victime d'un maléfice qui l'a rendue aride.

Cette situation les a contraints à œuvrer main dans la main et à partager de nombreuses aventures pour permettre à leur ferme de retrouver son état initial. Dès le lever de rideau, le spectateur découvre un décor représentant des arbres fruitiers, des fleurs bigarrées et une eau limpide, au milieu duquel les trois amis jouent et se divertissent, mais l'arrivée du sorcier «Setout» à la ferme change la donne puisqu'il entend, à l'aide d'un livre maléfique, de geler l'eau de la source du village, d'assécher les branches des arbres et de flétrir les fleurs. Accompagnés de leurs parents, les enfants ont suivi avec beaucoup d'intérêt les péripéties des trois amis qui ont trou-

vé refuge auprès d'un vieux sage lequel leur a montré la manière de procéder pour sortir de ce dilemme et ce, en ramenant trois clés, l'une du fond de la mer, protégée par une pieuvre géante, une autre autour du cou d'un grand serpent, alors que la dernière est détenue par le sage. Et pendant que Sarhane et Moudja vont à l'aventure, Farhane qui est resté au village pour surveiller la ferme, se fait kidnapper par le magicien.

Au fil des événements et des changements de décors, les deux aventuriers récupèrent les clés, extirpent leur ami des mains de son ravisseur, remplaçant le livre maléfique du sorcier par le livre de la générosité, concourant ainsi au retour de la vie à la normale dans la ferme.

Grâce à son expérience dans le théâtre pour enfants, pendant plus de 30 ans, l'artiste Sarhane Daoudi a su insuffler la confiance à ses collègues Wafa

Boukebous, El Hadi Kira et Tarek Boulechrab qui ont participé à ce spectacle, dont l'attrait a été accentué par les mélodies chantant les louanges de l'eau et son importance dans la préservation de la vie. Dans une déclaration à l'APS, Salaheddine Torki a salué l'initiative du théâtre de Constantine qui a ouvert ses portes aux associations culturelles pour produire des spectacles en commun, exprimant dans ce même contexte sa satis-

faction quant à la performance des comédiens et de l'adhésion du jeune public. A noter que le programme des journées du théâtre pour enfants, lancées samedi et qui se poursuivront jusqu'au 29 mars en cours, à l'occasion des vacances scolaires du printemps, compte plusieurs représentations théâtrales de troupes provenant de plusieurs wilayas, à l'instar de Sétif, Sidi Bel Abbès, Tiaret, Skikda et Constantine. Racim C.

Oran

«Yaklek el hout», une comédie musicale sur les dangers de la harga

La troupe artistique «Medersa» vient d'achever la réalisation d'une comédie musicale intitulée «Yaklek el hout» (Les poissons ne mangeront), destinée à sensibiliser les jeunes sur les dangers de l'émigration clandestine par mer, a-t-on appris dimanche du réalisateur et chef de la troupe, Wahid Douaïdi, plus connu sous le nom Wahid El Goual.

Cette œuvre aborde, à travers des chants et de la comédie, un des phénomènes auquel fait face la société, à l'image de l'aventure d'un groupe de jeunes tentant une traversée en Méditerranée à la recherche d'une vie meilleure en Europe.

Cette œuvre de 10 minutes, dont le premier spectacle sera présenté prochainement à Oran, reproduit des images de la souffrance des familles de harraga (émigrés clandestins) et le chagrin et la peine après la perte d'un des leurs en mer.

«Yaklek el hout» présente des scénarios croisés d'un groupe de jeunes déterminés à prendre des risques pour atteindre l'autre rive, où l'on voit l'un d'eux renoncer à son

projet de mariage et l'autre refuser une offre de travail jugée «non intéressante» et d'autres histoires similaires.

Cette comédie musicale se termine avec la scène d'une mère sur un rocher, attendant le retour de son enfant noyé, le rêve brisé d'un jeune ayant réussi à atteindre l'autre rive et qui fait face à une réalité toute autre que celle imaginée, le cas d'un autre décidant de renoncer à son projet et rester au pays et accomplir son projet de mariage.

Plusieurs messages sont véhiculés dans cette œuvre dont le devoir de citoyenneté, la vigilance et la prudence afin de ne pas se laisser entraîner par de mauvaises idéologies ainsi que le sens du sacrifice, la loyauté et l'unité nationale.

Le réalisateur, en même temps scénariste et compositeur, a choisi une musique du patrimoine national pour cette œuvre, qui comporte également des photos, des scènes de monuments commémorant des gloires nationales et aussi des acquis obtenus à différents niveaux après l'indépendance.

La vidéo a été filmée dans plusieurs endroits, dont certains en relation avec le thème comme Kristel et le port d'Oran et d'autres scènes filmées dans des vieux quartiers d'Oran, à l'instar de la place «Tahtaha» à Hai «Medina Jdida» et à Hai Sidi El-Houari. La réalisation de cette œuvre a pris environ un mois et des décorations appropriées ont été placées pour chacune des scènes. A souligner que «Yaklek el hout» représente la troisième œuvre du genre comédie musicale de la troupe Medersa, après «Batata w marchiet» (Pomme de terre et marchés) et «El bled» (Le pays) qui présente des scènes de chefs historiques algériens. Un quatrième travail est également en cours de réalisation intitulé «Essakhra» (La pierre), qui montre la résistance du peuple palestinien contre l'agression de l'occupant sioniste.

La troupe «Medersa» se compose d'une dizaine de jeunes artistes formés de manière continue dans ce genre artistique qu'est la comédie musicale.

R. C.



Croatie Soudani reprend la compétition

L'ATTAQUANT international algérien du Dinamo Zagreb, Hilal Soudani, remis d'une blessure à la jambe, a retrouvé dimanche la compétition lors de la victoire décrochée à domicile face à la lanterne rouge Rudes (2-0), en match comptant pour la 26^e journée du championnat croate de football. Le deuxième meilleur buteur en activité de l'équipe nationale (22 buts), blessé face à Slaven Belupo (victoire 1-0) le 4 mars, a raté les deux dernières sorties de son équipe soldées par de lourdes défaites face à Rijeka et NK Lokomotiva sur le même score (4-1). A l'issue de cette victoire, le Dinamo Zagreb conforte sa position en tête du classement avec 59 points, soit neuf de plus que son dauphin Hajduk Split qui compte un match en moins à disputer dimanche sur le terrain

d'Osijek. Soudani (30 ans) avait rejoint le club croate en 2013 en provenance de Vitoria Guimaraes avec lequel il avait remporté la Coupe du Portugal en 2013. Le natif de Chlef aura l'occasion de découvrir l'équipe nationale sous l'ère Rabah Madjer à l'occasion des deux matchs amicaux face à la Tanzanie le jeudi 22 mars au stade du 5-Juillet d'Alger et le mercredi 27 mars face à l'Iran à Graz, en Autriche, puisqu'il figure sur la liste des 24 joueurs retenus par le coach national. Lors du dernier stage effectué en novembre 2017, Hilal Soudani avait déclaré forfait pour blessure.

Handball/Coupe arabe des clubs Défaite de l'ES Arzew devant Club Qatar

LE CLUB algérien de l'ES Arzew s'est incliné devant le SC Qatar sur le score de 34-41 (mi-temps : 19-17), lors de la troisième journée de la Coupe arabe des clubs vainqueurs de coupe de handball (groupe B), disputée dimanche à Sfax (Tunisie). C'est la troisième défaite de suite de l'ES Arzew après celles concédées devant le Ahly Djeddah d'Arabie saoudite (28-34) et le CS Sakiet Ezzit de Tunisie (26-38). L'ES Arzew évolue dans le groupe B aux côtés du Club sportif Sakiet Ezzit (tenant), Qatar Club, le Ahly Djeddah, Ittihad Tripoli (Libye) et Ahly Sedab (Oman). Le groupe A est composé de l'ES Ain Touta, second représentant algérien, en compagnie du Club Handball Jammel (Tunisie), Al-Gharrafa (Qatar), Al-Ahly Tripoli (Libye) et le MC Oujda (Maroc), les Irakiens de Police ayant déclaré forfait. Les quatre premiers de chaque groupe se qualifieront pour les quarts de finale prévus le jeudi 22 mars, alors que les demi-finales se joueront le lendemain.

9^e Championnat arabe de kick-boxing Rahmouni et Benhoumer s'illustrent

LA DEUXIÈME journée du championnat arabe des clubs de kick-boxing abritée à Amman (Jordanie) a été marquée par la qualification de l'athlète algérien Rahmoun Mohamed de l'Union sportive de Ouled Fayet (Alger) à la phase finale de la compétition de K-1 et full contact, alors que le kick-boxeur Benhoumer Adel de Nasr Laghouat jouera deux rencontres finales dans les disciplines K-1 et semi-contact. L'athlète Rahmouni Mohamed (60 kg) a gagné face à son homologue jordanien Mohamed Aissa Abou Nasser, avant d'affronter demain l'athlète bahreïni Abdallah Zayed. Il jouera également les finales de full contact face à un athlète jordanien. Le kick-boxeur Benhoumer Adel (63 kg) affrontera dans deux combats deux kick-boxeurs jordanien dans les disciplines K-1 et semi-contact. Cependant, l'athlète Kas Khelil (60 kg) dans la discipline de full contact du club Djelfa a perdu face à son homologue jordanien et s'est contenté de la troisième place. S'exprimant dans une déclaration, les kick-boxeurs algériens ont

déploré la partialité affichée par les arbitres de ce championnat à l'égard des kick-boxeurs jordanien pour les fautes commises, affirmant que le niveau des athlètes algériens était « beaucoup mieux » par rapport à certains participants à ce championnat. De son côté, le vice-président de la commission d'arbitrage de la Fédération algérienne de full contact, kick-boxing et muay thai, a indiqué que l'arbitrage durant ce championnat semblait « faible et partial et la plupart des arbitres ne maîtrisent pas les techniques et les lois d'arbitrage durant les combats ». L'Algérie est représentée durant ce championnat ouvert samedi jusqu'au 21 mars, par 4 athlètes représentant l'Union sportive de Ouled Fayet, Nasr El Djelfa, Nasr Laghouat et l'Olympique de Médéa. Plus de 100 kick-boxeurs représentant l'Algérie, la Libye, l'Egypte, la Palestine, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, le Bahreïn, l'Irak, le Yémen et la Jordanie, participent au 9^e Championnat arabe des clubs de kick-boxing.

Equipe nationale Les Verts entament leur préparation

■ La sélection nationale de football a débuté hier sa préparation pour les prochaines échéances, avec les matchs amicaux qui se profilent respectivement face à la Tanzanie et l'Iran.

Par Mahfoud M.

Ainsi, les Verts sont en regroupement depuis hier au Centre de préparation des équipes nationales de Sidi Moussa, où tous les joueurs devraient affluer. Ce sont les éléments évoluant en championnat national qui se sont rendus les premiers à l'entraînement, étant donné qu'ils n'ont pas d'obligations avec leurs clubs après avoir déjà disputé leurs matchs comptant pour le championnat. Ce seront donc les joueurs évoluant à l'étranger qui se rendront par vagues au CEN de Sidi Moussa, surtout avec le week-end et les différents championnats qui s'y sont tenus. Le sélectionneur national se devait de tenir une réunion avec les joueurs avant d'entamer le travail avec eux. Le staff technique devrait axer son travail sur les volets technique et physique pour préparer les joueurs dans les meilleures conditions et afin qu'ils soient prêts pour les prochaines échéances qui attendent la sélection nationale. A rappeler que le coach des Verts avait fait appel à 24 joueurs lors de ce stage en écartant quelques anciens cadres dont Feghouli, Mbolhi et Boudebouz qui ne seront pas au rendez-vous pour



L'EN reprend le travail

ce regroupement et ne prendront pas part aux matchs amicaux que jouera l'EN. Le premier match amical se jouera face à la Tanzanie le 22 mars au stade du 5-Juillet, tandis que le deuxième match aura lieu le 27 du même mois à Graz, en Autriche, face à l'Iran qui est qualifié à la phase finale du Mondial russe de 2018.

M. M.

Compétitions africaines L'ESS atomise l'Aduana Stars FC et se qualifie

Le club algérien de football de l'Entente Sportive de Sétif (ESS) a écrasé dimanche au stade du 8-Mai 1945 de Sétif l'équipe ghanéenne de l'Aduana Stars FC (ASFC) au match comptant pour les 16^e de finale (retour) de la Ligue des champions d'Afrique par un de 4 à 0 (2 à 0 à la mi-temps). La formation sétifienne a réussi sa pre-

mière réalisation à la 27^e minute grâce à l'attaquant Benayad Mourad qui a profité d'un corner bien tiré par Djahnit Akram pour le mettre d'un coup de tête dans les filets du gardien de l'équipe adverse. Le deuxième but a été inscrit juste avant le retour aux vestiaires, suite à un tir de Zakaria Hadouche dévié par l'attaquant Benayad Mourad à la 45'+2, alors que le troisième but de l'ESS, marqué à la 61', a été le fruit d'une bonne relance et d'un jeu de une deux entre l'attaquant Zakaria Hadouche et le défenseur Abdelkader Bedrane, avant que ce dernier ne signe le premier but dans cette rencontre et le troisième de son équipe d'une frappe du pied droit. Le quatrième but, signé à la 90'+3, a été inscrit suite un coup franc arrêté, tiré par le défenseur Chemseddine Nessakh et repoussé par le gardien de l'ASFC avant que Abdelhakim Amokrane se saisisse de la balle pour la mettre d'un lob dans les filets. Il est à noter que les poulains d'Abdelhak Ben Chikha qui ont été battus au match aller face à l'Aduana Stars FC sur le score de 1 but à 0 (0 à 0 à la mi-temps), ont réussi, au cours de ce match joué à huis clos, à se

qualifier à la phase de poules de cette compétition.

L'USMA passe malgré le nul face à l'AS Maniema

En Coupe de la Confédération africaine, l'USM Alger est passée aux seizièmes de finale «bis» de la Coupe de la Confédération africaine en dépit du résultat nul enregistré devant l'AS Maniema (RD Congo), dimanche en match retour des 1/16 de finale disputé au stade Omar-Hamadi d'Alger. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Darfalou (82') pour l'USMA, alors que Mansuki a égalisé pour l'AS Maniema (90'). L'USMA est allée décrocher le nul à Kindu au match aller (2-2). Samedi, le CR Belouizdad s'était qualifié pour les seizièmes de finale «bis» de la Coupe de la Confédération de football malgré sa défaite face à la formation zambienne de Nkana FC 1-0. Les Belouizdadiens s'étaient largement imposés lors de la manche aller (3-0). Le tirage au sort des seizièmes de finale «bis» aura lieu mercredi au siège de la Confédération africaine de football (CAF).

R.S.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

56^e anniversaire du cessez-le-feu à Béjaïa

Les autorités honorent 159 veuves de martyrs

ELLES SONT 159 veuves de chouhada de la commune et daïra d'El-Kseur et des communes voisines, notamment Barbacha, Semaoune, Timezrit, Adekar, Fenaïa, El-Kseur, Amizour; etc. à être honorées par les autorités de wilaya à l'occasion du 56^e anniversaire du cessez-le-feu. Il faut noter que ce seront au moins 1 039 qui seront honorées cette année par la direction des moudjahidine de la wilaya de Béjaïa et les autorités de wilaya dont 150 avaient été honorées le 18 février dernier, à l'occasion de la Journée nationale du chahid. Hier, le chef de l'exécutif de la wilaya a procédé à l'inauguration de la salle de cinéma de Kherrata qui dispose de 500 places et qui a coûté au Trésor 10 milliards de centimes. Le chef de l'exécutif a également honoré des figures artistiques de la région. La délégation a eu droit à une projection du film «*Krim Belkacem*» avec la technique DCP. La délégation de wilaya s'est recueillie dès la matinée au monument des martyrs. Elle a procédé à la levée des couleurs nationales, ensuite au dépôt d'une gerbe de fleurs et à la lecture de la fatiha du Livre Saint. Au musée du Moudjahid, la délégation a visité une exposition organisée à l'occasion et les autorités de wilaya ont procédé à l'attribution des prix aux 12 lauréats du concours d'histoire préparé par le musée, pour marquer cette date, un concours qui a vu le CEM Beztout se classer en première position. Notons que la sûreté de wilaya a préparé un programme pour marquer cette date avec des visites aux fonctionnaires sur le terrain et une visite en faveur des étudiants stagiaires au musée du Moudjahid. Des conférences ont été animées au profit de fonctionnaires de la police par des cadres de la sûreté et aussi par des moudjahidine qui ont relaté les grandes haltes de l'histoire du pays depuis 1930 et le rôle qu'a joué la région pour la libération du pays et les souffrances endurées.

Hocine C.

Mostaganem

Arrestation de 4 fonctionnaires de la wilaya pour détournement

LA BRIGADE criminelle de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Mostaganem a procédé récemment à l'arrestation de quatre fonctionnaires de la wilaya dont un chef de service et un chef de bureau, pour détournement de deniers publics d'une valeur estimée à 1,3 million DA, a-t-on appris dimanche de ce corps de sûreté. Cette arrestation a été opérée suite à une plainte introduite par le chef de service chargé de la gestion du parc automobile de la wilaya de Mostaganem, faisant part de la disparition de 18 carnets de carburants contenant chacun 25 bons d'essence d'une valeur de 850 DA chacun au niveau de son service pendant son absence pour mission à l'étranger. Il s'agit de carnets d'essence ayant carrément disparu sans aucune trace et sans la moindre effraction, ce qui renseigne sur l'implication du chef de bureau et de ses proches collaborateurs, a révélé l'enquête. Pour les chefs d'inculpation de

détournement de deniers publics, de vol et laisser-aller, les quatre mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem qui a ordonné de mettre le chef de service et le chef de bureau sous contrôle judiciaire. Les autres personnes arrêtées ont bénéficié d'une citation directe, a-t-on indiqué.

H. N.

Oran

Mise hors d'état de nuire d'un «baron» de la drogue

LES SERVICES de la sûreté de wilaya d'Oran ont réussi à mettre hors d'état de nuire d'un «baron» de trafic de drogue, dans une opération qui s'est soldée également par la saisie de près de 30 kilos de kif traité et 134 grammes de cocaïne, a-t-on appris dimanche auprès de ce corps sécuritaire. Cette opération a été effectuée le week-end dernier en coordination avec la brigade criminelle et celle chargée de la lutte contre les stupéfiants relevant du service de la

Par Hocine Cherfa

Les pêcheurs voulaient exprimer leur colère et surtout attirer l'attention des responsables du secteur et des autorités locales sur les difficultés quotidiennes rencontrées dans l'exercice de leur métier et tenter d'améliorer les conditions de travail. Ils réclament surtout l'aménagement de l'accès

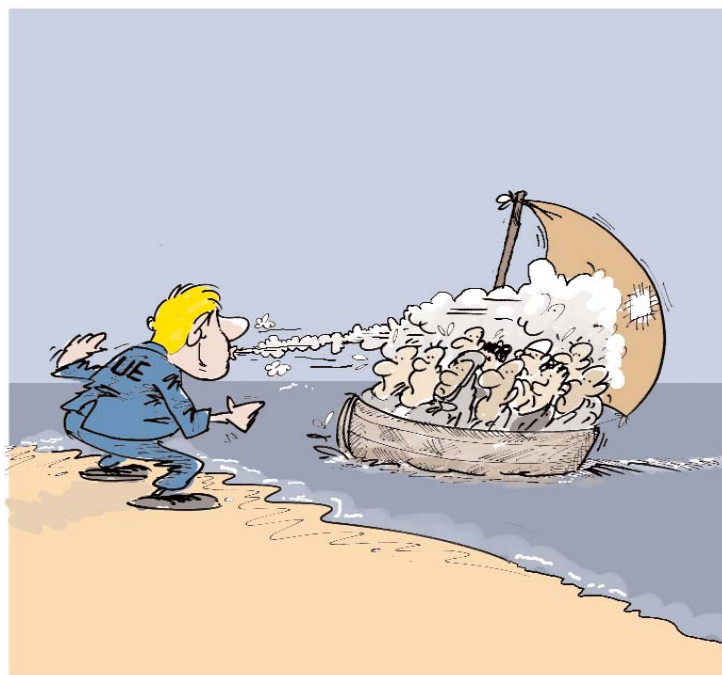
(chemin) débouchant à la plage d'échouage de la municipalité afin d'acheminer leur matériel dont les barques dans des conditions normales. Les autorités locales à leur tête le maire Yazid Benkhelfoune ont rencontré les protestataires avec qui elles se sont entretenues un bon moment sur leurs revendications et elles se sont engagées à prendre leur revendication du mieux qu'elles peuvent en contactant les autorités du secteur afin de satisfaire leurs doléances. «J'ai décidé de contacter les directions de l'hydrologique, des travaux publics, du tourisme, les domaines, et de voir la possibilité d'étudier la faisabilité de ce projet et prendre en charge l'aménagement de l'accès à l'abri de pêche», dira le président de l'APC Yazid Benkhelfoune avec qui nous avons pris attache. Et d'ajouter: «avec le chef de daïra, nous avons tenu une réunion avec les pêcheurs en présence du chef de la sûreté et nous avons bien écouté leurs doléances qui sont légitimes». M.

O. N.

«le dossier de la plage d'échouage est vieux de 10 ans, il n'avait pas abouti dans le cadre du PPDRI à cause des oppositions exprimées par des riverains, notamment, ceux occupant des terrains et ayant des constructions aux alentours», dit-il. «Nous avons convaincu ces jeunes pêcheurs de surseoir à leur action et nous sommes engagés de contacter les autorités à ce sujet». «Je compte même discuter avec le P/APW de ce projet afin de leur faciliter l'accès aux barques, moteurs et autres marchandises à la plage d'échouage située à quelques centaines de mètres du vieux port». Pour lui, «les pêcheurs se sont précipités en fermant la route mais, il faut reconnaître que leur revendication est légitime». Cependant, poursuit-il, «en tant qu'APC nous n'avons pas les moyens pour le prendre en charge mais, nous allons voir au niveau des secteurs concernés pour sa prise en charge», a conclu notre interlocuteur.

H. C.

L'EUROPE FACE AUX FLUX MIGRATOIRES



Loumis

Djalou@hotmail.com

Melbou / Béjaïa

Des pêcheurs réclament l'accès à une plage d'échouage

Une trentaine de pêcheurs de l'est de la wilaya de Béjaïa ont coupé hier la RN43 au niveau du centre-ville de la commune de Melbou. Cette action a été menée très tôt le matin, soit à 6 heures, et a surpris tout le monde.

Annaba

Saisie de plus de 4 kg de corail

UNE QUANTITÉ de 4,2 kg de corail de qualité dite «royale» a été saisie et trois individus ont été appréhendés sur la plage Sidi Salem dans la commune d'El Bouni (Annaba) alors qu'ils revenaient d'une chasse illégale de corail,

a-t-on appris dimanche auprès de la cellule de communication des services de sûreté de wilaya. La même source a indiqué que suite à une information communiquée sur le numéro vert des services de police, les éléments de la

brigade d'investigation et de recherche (BRI) ont ouvert une enquête ayant abouti à l'identification des personnes suspectées et ont installé une souricière qui a permis l'arrestation des mis en cause en flagrant délit. Dans le cadre

de cette même opération, les éléments de la BRI ont saisi une embarcation à moteur et des équipements de plongée et de pêche de corail, a-t-on fait savoir.

L. M.